Arrêté publiant divers actes législatifs

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu les articles 119 à 120 de la loi sur les droits politiques (LDP), du 17 octobre 1984 ;
sur la proposition de sa présidente,

arrête :

Article premier Les actes législatifs suivants sont publiés dans la Feuille officielle :

1. Décret instituant des subsides extraordinaires en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2025, du 3 décembre 2024.
2. Décret modifiant le décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal direct et de l'impôt communal direct dus par les personnes physiques, du 3 décembre 2024.
3. Loi modifiant la loi sur le statut de la fonction publique (LSt), du 3 décembre 2024.
4. Loi modifiant la loi sur l'accueil des enfants (LAE), du 3 décembre 2024.
5. Loi modifiant la loi instituant un fonds pour l'apprentissage et le perfectionnement professionnel (LFAPP), du 3 décembre 2024.
6. Loi modifiant la loi sur l'accueil des enfants (LAE), du 3 décembre 2024.
7. Loi modifiant la loi sur l'aménagement du territoire (LCAT), du 3 décembre 2024.
8. Loi modifiant la loi sur la faune sauvage (LFS), du 3 décembre 2024.
9. Décret modifiant le décret portant octroi, dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations, de neuf crédits d'engagement relatifs au soutien et à la réalisation de divers projets, pour un montant cumulé de 70'800'000 francs, et instituant un financement spécial sous forme de réserve, du 3 décembre 2024.
10. Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 2'500'000 francs pour le projet « La Chaux-de-Fonds – Capitale culturelle suisse 2027 », du 3 décembre 2024.
11. Loi modifiant la loi sur l'accueil des enfants (LAE), du 4 décembre 2024.
12. Décret approuvant la convention entre les cantons et la Confédération sur l'harmonisation de l'informatique dans la justice pénale (CHIJP), du 4 décembre 2024.

Art. 2 ¹Le présent arrêté sera inséré dans le numéro 51 de la Feuille officielle, du 20 décembre 2024. Le délai référendaire sera échu le 20 mars 2025.

²Toute demande de référendum doit faire l'objet d'une annonce préalable auprès de la chancellerie d'État au plus tard le 9 janvier 2025.

Neuchâtel, le 18 décembre 2024

Au nom du Conseil d'État :

La présidente,

F. NATER

La chancelière,

S. DESPLAND

Teneur des décret et des lois :

Décret instituant des subsides extraordinaires en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2025

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994 ;

vu la loi d'introduction de la Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LILAMal), du 4 octobre 1995 ;

sur la proposition de la commission des finances, du 20 novembre 2024,

décète :

Objet **Article premier** Le présent décret a pour but de compenser l'augmentation des primes de l'assurance-maladie obligatoire des soins en octroyant des subsides extraordinaires aux bénéficiaires de subsides ordinaires durant l'année 2025.

Bénéficiaires **Art. 2** Peuvent bénéficier du présent décret les personnes qui sont au bénéfice d'un subside selon l'arrêté fixant les normes de classification et le montant des subsides en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2025 (ci-après : ANO 2025), du 13 novembre 2024.

Subsides extraordinaires **Art. 3** ¹Les subsides extraordinaires au sens du présent décret sont fixés par mois et peuvent être octroyés pour les mois de janvier à décembre 2025.

a) Principe

²Ils viennent augmenter les montants maximums des subsides prévus par l'article 11 de l'ANO 2025, le subside total accordé ne pouvant être supérieur à la prime exigée par l'assureur.

b) Montants **Art. 4** ¹Les montants maximums des subsides extraordinaires mensuels, par classification, pour la franchise annuelle au sens de l'article 103, alinéa 1, de l'Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995, sont les suivants (en francs) :

Classifications	Jeunes adultes en formation (19-25 ans)	Jeunes adultes (19-25 ans)	Adultes en formation (dès 26 ans)	Adultes (dès 26 ans)
Classification S3				1
Classification S4		1		3
Classification S5		4		5
Classification S6		6		8
Classification S7		8		10
Classification S8		10		12
Classification S9		12		14
Classification S10		14		16
Classification S11		14		16
Classification S12		15	1	17

Classification S13	4	15	6	17
Classification S14	8	16	9	18
Classification S15	12	16	13	18

²Les montants prévus à l'alinéa 1 sont diminués dans la même mesure que les réductions accordées par les assureurs en cas de formes particulières d'assurances au sens de l'article 62, alinéa 2, lettre a, LAMal.

Droit applicable **Art. 5** Sauf disposition contraire du présent décret, les règles applicables aux subsides ordinaires sont applicables aux subsides extraordinaires prévus par le présent décret, y compris les règles sur la restitution et la remise.

Procédure **Art. 6** ¹Les subsides extraordinaires sont simplement ajoutés aux subsides ordinaires accordés aux bénéficiaires, jusqu'à concurrence de la prime exigée par l'assureur.

²Ils ne font pas l'objet d'une demande, d'une procédure ou d'une décision séparées.

Financement **Art. 7** Les subsides extraordinaires prévus par le présent décret sont intégralement à la charge de l'État.

Référendum **Art. 8** Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

Entrée en vigueur et validité **Art. 9** ¹Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

²Le présent décret entre en vigueur le lendemain de sa promulgation.

³Il sera caduc de plein droit le 31 décembre 2026.

Neuchâtel, le 3 décembre 2024

Au nom du Grand Conseil :

La présidente, *Le secrétaire général,*
M.-C. FALLET M. LAVOYER-BOULIANNE

Décret modifiant le décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal direct et de l'impôt communal direct dus par les personnes physiques

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu le rapport du Conseil d'État, du 18 septembre 2024,

sur la proposition de la commission des finances, du 20 novembre 2024,
décrète :

Article premier Le décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal direct et de l'impôt communal direct dus par les personnes physiques, du 2 décembre 2013, est modifié comme suit :

Article premier, al. 4 (nouvelle teneur) et al. 6 (nouveau)

⁴Pour les années 2018 à 2024, et dès 2026, le coefficient de l'impôt cantonal direct dû par les personnes physiques est fixé à 125% de l'impôt de base selon les articles 3 et 53 LCdir.

⁶Pour l'année 2025, le coefficient de l'impôt cantonal direct dû par les personnes physiques est fixé à 124% de l'impôt de base selon les articles 3 et 53 LCdir.

Art. 2 Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

Art. 3 ¹Le présent décret entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 3 décembre 2024

Au nom du Grand Conseil :

La présidente, *Le secrétaire général,*
M.-C. FALLET M. LAVOYER-BOULIANNE

Loi modifiant la loi sur le statut de la fonction publique (LSt)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS), du 20 décembre 1946 ;

vu l'article 160 de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC), du 30 octobre 2012 ;
sur la proposition du Conseil d'État, du 18 septembre 2024,

décrète :

Article premier La loi sur le statut de la fonction publique (LSt), du 28 juin 1995, est modifiée comme suit :

Art. 38, al. 2

²Abrogé

Art. 39, al. 1 et 2 (nouvelle teneur et nouvelle note marginale)

- b) Membres de la direction et du personnel enseignant des établissements d'enseignement public
- ¹Les membres de direction et du personnel enseignant des établissements d'enseignement public sont mis d'office à la retraite au 31 juillet de l'année scolaire qui se termine durant l'année civile au cours de laquelle ils atteignent l'âge indiqué à l'article précédent.
- ²En dérogation à l'article 38 LSt et à leur demande faite six mois à l'avance, les membres de direction et du personnel enseignant né-e-s après le 31 juillet peuvent ajourner la fin des rapports de service jusqu'au 31 juillet de l'année suivante.

Art. 43, al. 1, let. a et b (nouvelle teneur)

- a) six mois à l'avance pour le 31 janvier, respectivement le 31 juillet, dans le cas des membres de direction des établissements d'enseignement public et du personnel enseignant de l'université ;
- b) trois mois à l'avance pour le 31 juillet, dans le cas des autres membres du personnel enseignant ;

Art. 44, al. 1bis, let. a (nouvelle teneur)

- a) pour le 31 janvier, respectivement le 31 juillet s'agissant des membres du personnel enseignant ;

Réforme AVS 21 *Art. 87a (nouveau)*

À leur demande faite six mois à l'avance, les enseignantes nées entre 1961 et 1963 peuvent partir à la retraite au 31 janvier de l'année au cours de laquelle elles atteignent 65 ans.

Art. 2 La loi sur le statut de la fonction publique (LSt), du 28 juin 1995, est modifiée comme suit :

Art. 43, al. 1, let. b (nouvelle teneur)

- b) trois mois à l'avance pour le 31 janvier, respectivement le 31 juillet, dans le cas des autres membres du personnel enseignant ;

Art. 3 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Art. 4 ¹Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

²Il fixe son entrée en vigueur, sous réserve de l'article 2 de la présente loi.

³L'article 2 de la présente loi entre en vigueur à la rentrée scolaire 2028-2029.

Neuchâtel, le 3 décembre 2024

Au nom du Grand Conseil :
La présidente, Le secrétaire général,
M.-C. FALLET M. LAVOYER-BOULIANNE

Loi modifiant la loi sur l'accueil des enfants (LAE)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,
sur la proposition du Conseil d'État, du 18 septembre 2024,
décède :

Article premier La loi sur l'accueil des enfants (LAE), du 28 septembre 2010, est modifiée comme suit :

Art. 15 (nouvelle teneur)

La contribution est due par les employeurs assujettis à la Loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam), du 24 mars 2006, ou à la Loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture (LFA), du 20 juin 1952.

Art. 16, al. 1 (nouvelle teneur)

1La contribution est perçue par les caisses de compensation pour allocations familiales au sens de la loi d'introduction de la Loi fédérale sur les allocations familiales (LILAFam), du 3 septembre 2008 (ci-après : les caisses de compensation).

Responsabilité
de l'employeur

Art. 19a (nouveau)

La responsabilité de l'employeur pour le dommage causé est régie par l'article 52 de la Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS), du 20 décembre 1946, qui s'applique par analogie.

Art. 2 ¹La présente loi est soumise au référendum facultatif.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

³Il fixe la date de son entrée en vigueur.

Neuchâtel, le 3 décembre 2024

Au nom du Grand Conseil :
La présidente, Le secrétaire général,
M.-C. FALLET M. LAVOYER-BOULIANNE

Loi modifiant la loi instituant un fonds pour l'apprentissage et le perfectionnement professionnel (LFAPP)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,
sur la proposition du Conseil d'État, du 18 septembre 2024,
décète :

Article premier La loi instituant un fonds pour l'apprentissage et le perfectionnement professionnel (LFAPP), du 26 mars 2024, est modifiée comme suit :

Art. 24, al. 1 (nouvelle teneur)

¹La contribution est due par les employeuses et employeurs assujetti-e-s à la Loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam), du 24 mars 2006, ou à la Loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture (LFA), du 20 juin 1952.

Responsabilité
de l'employeur

Art. 28a (nouveau)

La responsabilité de l'employeur pour le dommage causé est régie par l'article 52 de la Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS), du 20 décembre 1946, qui s'applique par analogie.

Art. 2 ¹La présente loi est soumise au référendum facultatif.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

³Il fixe la date de son entrée en vigueur.

Neuchâtel, le 3 décembre 2024

Au nom du Grand Conseil :

La présidente,

M.-C. FALLET

Le secrétaire général,

M. LAVOYER-BOULIANNE

Loi modifiant la loi sur l'accueil des enfants (LAE)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,
sur la proposition du Conseil d'État, du 18 septembre 2024,
décète :

Article premier La loi sur l'accueil des enfants (LAE), du 28 septembre 2010, est modifiée comme suit :

Participation du fonds aux coûts des structures d'accueil	<i>Art. 40, al. 4 (nouveau)</i> Les surcoûts liés aux projets pilotes d'écoles à journée continue au sens de l'article 7, alinéa 2, sont financés par le fonds.
--	--

Art. 2 ¹La présente loi est soumise au référendum facultatif.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

³Il fixe la date de son entrée en vigueur.

Neuchâtel, le 3 décembre 2024

Au nom du Grand Conseil :

<i>La présidente,</i>	<i>Le secrétaire général,</i>
M.-C. FALLET	M. LAVOYER-BOULIANNE

Loi modifiant la loi sur l'aménagement du territoire (LCAT)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,
sur la proposition du Conseil d'État, du 18 septembre 2024,
décède :

Article premier La loi cantonale sur l'aménagement du territoire (LCAT), du 2 octobre 1991, est modifiée comme suit :

d) Vote du
Conseil général | <i>Art. 92, al. 4 (nouveau)</i>
⁴ En cas de révision générale du plan d'affectation, le Conseil communal peut autoriser des constructions en application de l'ancien plan si les conditions cumulatives suivantes sont remplies : |
|-------------------------------|---|
- a) l'avis de mise à l'enquête publique de la demande de permis de construire ou de sanction préalable a été publié dans la Feuille officielle avant le vote du Conseil général ;
 - b) la parcelle est affectée par le nouveau plan à une zone d'habitation, à une zone mixte ou à une zone d'activités économiques ;
 - c) l'octroi du permis de construire ne porte pas atteinte à un intérêt public important.

Art. 2 ¹La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Art. 3 ¹La présente loi entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} avril 2024.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 3 décembre 2024

Au nom du Grand Conseil :

La présidente, Le secrétaire général,

M.-C. FALLET M. LAVOYER-BOULIANNE

Loi modifiant la loi sur la faune sauvage (LFS)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la Loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (LChP), du 20 juin 1986 ;

sur la proposition du Conseil d'État, du 18 septembre 2024,

décrète :

Article premier La loi sur la faune sauvage (LFS), du 7 février 1995, est modifiée comme suit :

Mesures
de prévention
a) Principe

Art. 50, note marginale, al. 1 et 2 (nouvelle teneur)

¹Les propriétaires et leurs ayants droit sont tenus de prendre, dans toute la mesure du possible, les mesures de prévention nécessaires pour protéger les animaux domestiques, les biens-fonds, les cultures, les bâtiments et autres installations ou engins contre les dommages que la faune sauvage est susceptible de leur causer.

²Dans les forêts, les mesures de prévention nécessaires sont décidées et exécutées en collaboration avec l'unité administrative chargée des forêts, afin de maintenir l'équilibre sylvocynégétique.

b) Subventions

Art. 50a (nouveau)

¹L'État peut subventionner sous forme d'indemnités les mesures prises par les propriétaires et leurs ayants droit qui visent à prévenir les dommages causés par :

a) les sangliers et blaireaux aux cultures, prairies et pâturages ;

b) les grands prédateurs aux animaux de rente ;

c) les cerfs aux parcs voués à l'élevage de cervidés ;

d) les castors aux bâtiments et installations d'intérêt public, aux chemins de desserte pour les exploitations agricoles ou aux berges jouant un rôle important pour la sécurité contre les crues.

²Les subventions sont allouées sous forme de contrat de droit public ou de décision.

³Le Conseil d'État arrête les dispositions d'exécution.

⁴Il fixe :

- a) les mesures de prévention qui peuvent être subventionnées ;
- b) le montant des subventions ;
- c) les subventions qui peuvent être octroyées par voie de décision.

Art. 55, al. 1, 2 et 3 (nouvelle teneur)

¹L'État indemnise :

- a) les dommages causés par les espèces de gibier aux cultures, aux prairies, aux pâturages et à la forêt ;
- b) les dommages causés par les espèces protégées déterminées par le Conseil d'État.

²L'indemnisation des dommages à la forêt est limitée aux cas où la régénération naturelle des essences en station est compromise, ainsi qu'aux cas de reboisements autorisés.

³Pour les espèces protégées, seuls sont indemnisés les dommages pris en charge partiellement par la Confédération.

Art. 2 ¹La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Art. 3 ¹Le Conseil d'État fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

²Il pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 3 décembre 2024

Au nom du Grand Conseil :

<i>La présidente,</i>	<i>Le secrétaire général,</i>
M.-C. FALLET	M. LAVOYER-BOULIANNE

Décret modifiant le décret portant octroi, dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations, de neuf crédits d'engagement relatifs au soutien et à la réalisation de divers projets, pour un montant cumulé de 70'800'000 francs, et instituant un financement spécial sous forme de réserve

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014,
sur la proposition du Conseil d'État, du 18 septembre 2024,

décète :

Article premier Le décret portant octroi, dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations, de neuf crédits d'engagement relatifs au soutien et à la réalisation de divers projets, pour un montant cumulé de 70'800'000 francs, et instituant un financement spécial sous forme de réserve, du 25 juin 2019, est modifié comme suit :

Art. 3, al. 1 (nouvelle teneur)

¹Un crédit d'engagement de 7'000'000 francs est accordé au Conseil d'État durant les exercices 2019 à 2026 dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations pour accélérer la mise en conformité des arrêts de bus du canton par un soutien aux communes.

Art. 8b, al. 1 (nouvelle teneur)

¹Un crédit d'engagement de 1'200'000 francs est accordé au Conseil d'État durant les exercices 2023 à 2027 dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations pour la coordination, la promotion et le soutien de projets d'innovation sociale, notamment dans les domaines de l'inclusion professionnelle et de l'accompagnement à domicile des personnes vivant avec un handicap au sens de la LIncA.

Art. 2 ¹Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 3 décembre 2024

Au nom du Grand Conseil :

<i>La présidente,</i>	<i>Le secrétaire général,</i>
M.-C. FALLET	M. LAVOYER-BOULIANNE

Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 2'500'000 francs pour le projet « La Chaux-de-Fonds – Capitale culturelle suisse 2027 »

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu l'article 57 de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst. NE), du 24 septembre 2000 ;

vu la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014 ;

vu la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC), du 30 octobre 2012 ;

sur la proposition du Conseil d'État, du 11 septembre 2024,

décète :

Article premier Un crédit d'engagement de 2'500'000 francs est accordé au Conseil d'État pour le soutien au projet « La Chaux-de-Fonds – Capitale culturelle suisse 2027 ».

Art. 2 Le Conseil d'État est autorisé à se procurer, éventuellement par la voie de l'emprunt, les moyens nécessaires à l'exécution du présent décret.

Art. 3 Les dépenses découlant du crédit d'engagement seront portées au compte de résultat 2025, 2026 et 2027 du Département de l'économie, de la sécurité et de la culture (DESC).

Art. 4 Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

Art. 5 ¹Le Conseil d'État fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

²Il pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 3 décembre 2024

Au nom du Grand Conseil :

<i>La présidente,</i>	<i>Le secrétaire général,</i>
M.-C. FALLET	M. LAVOYER-BOULIANNE

Loi modifiant la loi sur l'accueil des enfants (LAE)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu le rapport du Conseil d'État, du 17 janvier 2024,

décède :

Article premier La loi sur l'accueil des enfants (LAE), du 28 septembre 2010, est modifiée comme suit :

Article premier, let. e (nouvelle teneur)

e) d'encourager le développement préscolaire et parascolaire, de sorte à atteindre un taux de couverture cantonal d'au moins 35% pour l'accueil préscolaire et d'au moins 35% pour l'accueil parascolaire ;

Art. 3, let. g (abrogation) et h (nouveau)

g) Abrogée

h) Prix coûtant des structures d'accueil familial de jour : ensemble des charges d'exploitation journalières reconnues par l'autorité réduites de la participation du fonds pour les structures d'accueil extrafamilial.

Art. 7, al. 3 (nouveau)

³Il peut soutenir l'extension de l'horaire d'ouverture d'une structure d'accueil préscolaire ou parascolaire permettant aux parents une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle.

Art. 13, al. 1, let. e (nouvelle teneur)

e) d'édicter une grille salariale de référence pour le personnel des structures d'accueil extrafamilial déterminant les salaires minimum et maximum par catégorie professionnelle.

Art. 23, al. 1 (nouvelle teneur)

¹Le subventionnement au sens de la présente loi peut être refusé par l'autorité communale et/ou cantonale compétente, si la demande n'est pas démontrée.

Art. 24, al. 2 et 3 (nouvelle teneur)

²Elles facturent à la commune du domicile légal de l'enfant le prix de référence de facturation diminué de la participation des représentants légaux.

³Tous les deux ans, le fonds pour les structures d'accueil extrafamilial adresse aux représentants légaux une information sur la part de l'État et des employeurs aux coûts de l'accueil extrafamilial.

Art. 28, al. 1, let. a à d (nouvelle teneur)

- a) au moins un adulte pour 4 enfants accueillis jusqu'à 18 mois ;
- b) au moins un adulte pour 6 enfants accueillis de 19 à 36 mois ;
- c) au moins un adulte pour 8 enfants accueillis de 37 mois jusqu'à l'entrée au 1^{er} cycle scolaire ;
- d) au moins un adulte pour 12 enfants accueillis jusqu'à la fin de la 4^e année scolaire ;
- e) au moins un adulte pour 15 enfants accueillis dès la 5^e année scolaire.

Art. 29, al. 1, 2 (nouvelle teneur) et 3 (abrogation)

¹Pour les structures d'accueil préscolaire et parascolaire, en équivalent plein temps, au moins deux tiers du personnel travaillant avec les enfants doit avoir une formation reconnue par l'autorité. Cette proportion doit être respectée en permanence auprès des enfants.

²Pour les structures d'accueil préscolaire et parascolaire, la directrice ou le directeur doit être au bénéfice d'une formation spécifique d'une école reconnue.

³Abrogé

Art. 40, al. 1, let. a et b, et al. 2 (nouvelle teneur)

- a) 28% du prix coûtant brut pour les places occupées par des enfants en âge préscolaire ;
- b) 24% du prix coûtant brut pour les places occupées par des enfants en âge scolaire jusqu'à la fin de la 8^e année.

²L'indexation des prix coûtant bruts est arrêtée par le Conseil d'État, à l'IPC (base janvier 2024).

Art. 2 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Art. 3 ¹Le Conseil d'État fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

²Il pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 4 décembre 2024

Au nom du Grand Conseil :

La présidente, *Le secrétaire général,*
M.-C. FALLET M. LAVOYER-BOULIANNE

Décret approuvant la convention entre les cantons et la Confédération sur l'harmonisation de l'informatique dans la justice pénale (CHIJP)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu l'article 56, alinéa 1, de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst. NE), du 24 septembre 2000 ;

vu le rapport du Conseil d'État, du 24 juin 2024,

décrète :

Article premier La convention entre les cantons et la Confédération sur l'harmonisation de l'informatique dans la justice pénale (CHIJP), du 3 octobre 2016, est approuvée.

Art. 2 Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

Art. 3 ¹Le Conseil d'État fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

²Il pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 4 décembre 2024

Au nom du Grand Conseil :

La présidente, *Le secrétaire général,*
M.-C. FALLET M. LAVOYER-BOULIANNE